

Foire Transfrontalière de la Cemac **FOTRAC 2014**
5^e édition : 10-23 juin 2014
à KYE-OSSI (Frontière Cameroun-Gabon- Guinée Equatoriale)
Contacts : (+237) 96 50 99 50 ; 77 55 59 42 ; 33 06 09 51 ; Email : refac2008@yahoo.fr

400 F CFA

www.integrationafrica.org

Hebdo

Intégration

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

N° 140 DU 26 MAI 2014 - DIRECTEUR DE PUBLICATION : THIERRY NDONG

Guerre déclarée contre Boko Haram

Crise dans le Renseignement au Cameroun

- *La nuit des longs couteaux n'en finit plus au sein de l'appareil sécuritaire du pays. Où Edgard Alain Mebe Ngo'o, Léopold Maxime Eko Eko et Martin Mbarga Nguelé se poignardent réciproquement dans le dos.*

- *Entre temps, le Cameroun perd la bataille du renseignement dans sa croisade contre la secte islamique.*

- *Paul Biya, chef des armées, appelé à prendre ses responsabilités.*



Pages 10 & 11

Face à une rébellion naissante au sud du Tchad

Idriss Déby sollicite le soutien de Paul Biya

- *Les non-dits de la visite d'amitié et de travail effectuée par le président tchadien au Cameroun la semaine dernière.*

Page 6



BOUBACAR DIARRA

«La solution n'est pas la confrontation»

Le Malien facilitateur régional pour le Sahel de l'Initiative des droits et ressources (RRI) éclaire sur l'expérience de son pays en matière de gestion foncière.

Quelle est la situation générale de gestion du foncier au Mali?

Au Mali, il y a comme un peu partout en Afrique, la dualité du droit foncier. D'une part, l'héritage de la colonisation qui est le droit positif qui exige qu'on ait un titre foncier pour être propriétaire d'une parcelle. Et d'autre part, la reconnaissance du droit coutumier mais juste par rapport à l'accès et à l'utilisation.

Est-ce que la question d'accaparement de terre se pose aussi dans votre pays?

Ah oui! Vous savez, l'option aujourd'hui pour les pays africains c'est l'émergence. Au niveau des États, on est dans la logique de l'incitation des investissements; synonyme pour eux, de croissance. Ces investissements se fond avec l'accord de l'Etat et en méconnaissance de tout ce qui est droit des communautés et collectivités locales. Ce qui est source de conflit. Il faut mettre cela dans le lot de l'incompréhension. Car fondamentalement, ils sont là pour le bien-être des populations. Seulement, ils confondent bien-être avec croissance. Donc, il faut aller dans une démarche de sensibilisation pour que les autorités soient dans la même compréhension du processus que nous.

Est-ce que vous, organisations de la société civile, n'avez pas aussi une part de responsabilité dans la situation que vous décrivez?

Les premières actions qui ont été menées par la société civile malienne ont été des actions de confrontation. Mais aujourd'hui, on est en train de voir que la confrontation n'est pas la solution. Parce que notre interlocuteur a le pouvoir. Donc, quand on va à la confrontation, il sort les muscles et on n'avance pas. Maintenant, nous avons décidé d'adopter la stratégie du gagnant-gagnant. Elle consiste à faire comprendre à l'autre qu'en agissant dans le sens que nous voulons, il va gagner et les communautés aussi. Donc, il faut aller à la persuasion.

Interview réalisée par A.O

ACCAPAREMENTS DE TERRE

Peuples autochtones-société civile, la crise de confiance

Las d'attendre le changement promis par les organisations de la société civile, certains peuples autochtones doutent de plus en plus de leur volonté et leur capacité à les aider à préserver leur droit face aux multinationales.

Kilombo, localité située à une trentaine de kilomètres de la ville balnéaire de Kribi dans le Sud du Cameroun, sera bientôt rayée de la carte du monde. Ce petit village peuplé de Bagyeli, populations autochtones pygmées, est peu à peu envahi par les plantations de palmier à huile de la société agro-industrielle Socapalm. La situation est telle que ce peuple qui vit de la chasse, de la pêche et de la cueillette ne peut plus exercer ses activités au point où certains ont déserté. «D'une cinquantaine d'âmes, il y a quelques années, la communauté est à ce jour réduite à une vingtaine de personnes.» témoigne Solange Ngo Bakoumé, l'une de ces rares membres éclairés. Aujourd'hui fortement métissée et à cheval entre tradition et modernité, la communauté Bagyeli de Kilombo est prise au piège: non seulement le rétrécissement de leur espace de vie ne leur permet plus de vivre à l'ancienne, elle ne dispose non plus d'aucune commodité de la vie moderne encore moins d'une assistance pour s'y insérer. Il n'y a pas de points d'eau, pas de toilettes encore moins de centres de santé ou des écoles. Ces pygmées Bagyeli dénoncent en plus de la part de leurs puissants voisins, des violences de toutes sortes: bastonnades, destructions de biens, emprisonnements...



Kilombo, échanges entre Bagyeli et membres de la coalition RRI Cameroun

Crise de confiance

Cette situation est la conséquence de la non prise en compte des droits des peuples autochtones dans la gestion forestière et foncière au Cameroun. «La réforme foncière de 1974, n'a pas fait une place particulière au foncier rural d'une part. D'autre part, les divers textes sur le foncier rural (la loi sur la forêt, le code minier, la loi domaniale) n'ont pas été rédigés dans une approche inclusive, il n'y a pas une vision holistique (...). Ce qui pose véritablement des problèmes de planification et de gestion.» avouait mi-décembre 2013, Jean-Marie Bendegue, Inspecteur général au ministère des Domaines du cadastre et des affaires foncières, à l'occasion de la semaine du foncier rural organisée par le Centre pour

l'environnement et le développement (CED). Pour poursuivre le plaidoyer sur «les droits de tenure forestière et foncière des communautés locales, des femmes et des peuples autochtones», RRI Cameroun, une coalition d'organisation de la société civile (OSC), a organisé un atelier à la faveur des journalistes et chargés de communication du 14 au 16 mai 2014 à Kribi. Et parmi les articulations de l'atelier, une visite de terrain à Kilombo. Elle a failli ne pas avoir lieu. «Nous sommes fatigués de recevoir tout le temps des gens à qui nous exposons nos problèmes sans pour autant que notre situation ne change» ont notamment fulminé les membres de cette communauté avant de se voir convaincre par leur fille Bakoumé, formée

par le CED au leadership. Pour cet acteur du développement au niveau local travaillant pour l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), le problème est même général. «Peu importe le domaine d'activité, tous ceux qui vont vers les communautés pour chercher des informations et collecter des données, peuvent témoigner que les communautés sont fatiguées. (...) et moi-même, je l'ai senti lors de notre descente sur le terrain», indique Dominique Endamana.

Construire la durabilité

Loin de nier le problème, nombres d'OSC membres de la coalition RRI Cameroun, présentes à Kribi, tentent plutôt de soustraire leur responsabilité. «Nous nous faisons des propositions concrètes pour changer la vie de ces communautés. Mais les détenteurs du pouvoir politique ne nous écoutent pas.» se défend par exemple Mirielle Tchiako, responsable de la communication au CED. Et Dominique Endamana de l'UICN de trancher: «changer les politiques, ce n'est pas facile (...). Ça prend du temps (...). Parfois, le travail que l'on fait c'est pour les générations futures. Nous travaillons pour construire la durabilité. Et ça, il va aussi falloir l'expliquer aux communautés.»

Aboudi Ottou
de retour de Kribi

JEANOT MINLA MFOU'OU

«La société civile est à l'image du Cameroun»

Cet expert en accompagnement des organisations de la société civile était le facilitateur de l'atelier de Kribi sur la tenure foncière et forestière. S'appuyant sur ses 20 années d'expériences, il estime que dans la société civile camerounaise, il y a du bon, du moins bon et du mauvais.

Lors d'une descente sur le terrain au cours de cet atelier, l'on a pu constater comme une inefficacité des actions que posent les organisations de la société civile. C'est votre sentiment aussi?

Je crois qu'il ne faut pas avoir une position tranchée. Vous savez, la société civile est à l'image du Cameroun. Vous avez du bon, du moins bon et du très mauvais. Evidemment, ce que l'on a vu sur le terrain est assez marquant. On s'est par exemple rendu compte que dans la communauté des peuples autochtones de Kilombo, des gens sont passés là avant, mais que l'on n'a pas pu faire certaine de petites choses. On a vu que des gens n'ont pas d'eau ou d'école... Cela interpelle même la qualité des acteurs de la société civile, de leur travail, de la dynamique interne.



Très souvent, lorsqu'on s'attaque à des problèmes complexes, les prendre sur un seul angle ne suffit pas. Par exemple, si je suis spécialiste en plaidoyer, en venant travailler dans une communauté, je constate que le minimum basique manque, au moins, je dois faire un effort pour tirer d'autres acteurs sur ce terrain-

là pour pouvoir apporter des correctifs. C'est ce regard systémique, synergique qui manque souvent. Et ça, on peut le déplorer.

Au regard de votre expérience en tant que acteur de la société civile, quelle est la meilleure stratégie pour faire entendre la nécessité du respect des droits de tenure forestière et foncière des peuples autochtones?

Il faut des actions combinées. Il faut faire remonter l'information. Qu'il y ait des articles, des sons, des images pour dire attention, ce n'est pas normal qu'au Cameroun, parce qu'une société fait du business, que des gens se meurent; que le peuple pygmée veuille disparaître; qu'on ne respecte même pas le minimum. Il y a un autre travail qu'il faut faire. C'est d'aller à la rencontre de ces acteurs. Faire des sites de Kilombo et de Bisiang

qu'on a visités, des cas d'école. Les lois, on veut les améliorer. Mais celles qui existent déjà ne sont même pas appliquées.

Vous conseillez donc d'éviter la dispersion...

Le chantier foncier est immense. Et comme on dit chez moi, on ne pêche pas une rivière en entier. Il faut commencer quelque part. Et si on veut créer un impact, en même temps qu'on mène le combat et l'action au niveau politique, je crois qu'il est bon d'avoir des chantiers précis sur le terrain. Il faut choisir un ou deux sites, essayer de pousser et montrer qu'on peut avoir des gens qui font du business et d'autres qu'on aide à vivre, à mieux vivre. Le danger, c'est de rester dans le théorique, dans le discours politique et que rien ne change sur le terrain.

Interview réalisée par AO

CHRONIQUE DES RELATIONS INTERNATIONALES (CRI)

La guerre contre Boko Haram aura lieu

Le sommet de Paris sur la stratégie à adopter contre la secte islamiste Boko Haram nous donne l'opportunité de revenir sur un problème que nous avions déjà traité dans cette chronique qui ambitionne de donner des éclairages, à la portée de tous, sur les relations internationales et les phénomènes internationaux. Boko Haram fait partie de ces phénomènes qui perturbent l'ordre international, pour au moins deux raisons: cette organisation illégale utilise abusivement la force contre les Etats, sujet de droit international; cette organisation illégale viole toutes les conventions internationales sur les droits humains en procédant à des attentats contre la vie de civils innocents et à des rapt d'être humains. Toutes ces pratiques, quelles qu'en soient les motivations, sont intolérables. Aucune société civilisée ne peut les accepter. La mobilisation internationale contre Boko Haram est donc légitime. Cette mobilisation est justifiée. Nous avons le devoir de la soutenir.

Nous avons d'autant plus le devoir que cette organisation criminelle s'est attaquée et

compte continuer à s'attaquer au Cameroun, le pays où nous sommes établis, les uns par naissance, les autres par adoption, les autres enfin par accueil. Nous devons donc soutenir tous les efforts du gouvernement camerounais visant à anéantir Boko Haram dans ce pays que nous aimons tous tant, dont nous sommes si fiers et aimerions tous être si dignes. La guerre aura lieu mais, peut-on oublier que Boko Haram est d'abord un problème nigérian? Les solutions décisives contre le phénomène Boko Haram doivent donc être d'abord nigérianes. Les gouvernements nigériens d'aujourd'hui et d'avant n'ont pas hésité à prendre des mesures fortes. Notre récent séjour au Nigéria nous a permis de voir la mobilisation qui se développe là-bas contre Boko Haram. Elle est impressionnante, à l'image du Nigéria, même si certaines actions ne prospèrent pas encore. Là se trouve donc le problème.

Car, à la vérité, au Nigéria, tout le monde semble convenir que la vraie solution n'est pas que militaire; que la mobilisation internationale n'aura de succès que si, loca-

lement, les autorités touchent du doigt les vrais nœuds gordiens. Tenez! Sur le plan de ses ressources humaines, Boko Haram recrute d'abord parmi les populations nigérianes, éduquées ou pas, en butte à tant de difficultés socio économiques... Il y aurait au Nigéria plus de 10 millions d'enfants non scolarisés. Un vrai vivier pour des fanatiques, mégalo démagogiques comme ceux de Boko Haram. Au plan de ses ressources financières, les nigériens savent que certaines personnalités haut placées ou anciennement haut placées ont donné des fonds à Boko Haram pour soutenir «ses actions sociales». On pense surtout à ce milliard de Naira qu'aurait versé un ancien banquier central. Certains soupçons de financement pèsent sur certains dignitaires militaires, élus politiques et responsables religieux sans qu'aucun élément ne soit fournis pour conforter ces soupçons. D'autres fonds, enfin, viendraient d'un riche pays pétrolier du Golfe Persique. Enfin, sur le plan de la géo localisation, Boko Haram a sa base forte dans une «forêt» que tous les nigériens connaissent. M.

Mike Omeri, le Coordinator of the National Crisis Information Management Centre a beau ne pas «y voir des connexions politiques» (in Vanguard n°48, Monday, may 19, 2014), tous les nigériens semblent attendre que la politique justement apporte des solutions. D'où l'appel à la mobilisation y compris à l'adresse des responsables et partis politiques. La première solution politique attendue la négociation de la libération des jeunes filles kidnappées à Chibok. La pression sur le Président Jonathan Goodluck est de plus en plus forte. C'est le journal The Punch's du 19 mai 2014 à Abuja (et d'autres d'ailleurs) qui rend mieux compte de cette pression énorme. A bien y regarder, on dirait que pour obtenir la libération des deux cent jeunes filles, certains nigériens accepteraient tout y compris l'échange contre les membres de Boko Haram actuellement en prison. Un gouvernement est élu pour écouter le peuple; le gouvernement nigérian écouterait-il ce peuple là?

Essomba Bengono Engelbert

EN BREF

Printemps arabes dans les camps de Tindouf: objectif chasser la direction du Polisario

Depuis quelques temps les camps de Tindouf, ou sont entassés sous le contrôle armée du Polisario, des milliers de populations sahraouis, vivent des mouvements de contestations et de révolte, réprimé par la force par la direction du Polisario.

Cette révolte menée par des jeunes sahraouis des camps qui ont constitué le "MJPC" c'est à dire le Mouvement Jeune Pour le Changement, rejette la légitimité et la représentativité de la direction du Polisario des sahraouis des camps de Tindouf.

Ils accusent les dirigeants du Polisario de commettre, des violences contre des femmes sahraouis, des actes d'injustice, du trafic et la vente de produits émanant d'aides sur les marchés, en plus de torture et d'assassinats des sahraouis qui osent leur tenir tête.

Cette révolte a également des causes politiques, le Mouvement Jeune Pour le Changement déplore l'absence de liberté de parole, celle de circuler librement et de s'organiser en association. L'objectif du MJPC est de réaliser le changement dans les camps de Tindouf de manière pacifique et permettre aux jeunes sahraouis de se prendre en charge, face à une direction qui s'est maintenue à la tête du Polisario depuis sa création en menant une politique d'intimidation et de répression dans les camps.

En parallèle à ces mouvements de manifestations sur le terrain, le MJPC a procédé à la création d'une branche militaire, dont l'objectif est d'écartier la direction corrompue du Polisario.

Pour accompagner son action le Mouvement Jeune Pour le Changement a également adressé des appels à la Communauté Internationale, aux Nations Unies, aux organisations des droits de l'homme et au Haut Commissariat pour les réfugiés pour attirer leur attention et les aider à mettre fin à leurs souffrances.

Coup de pouce sud-coréen

La Corée du Sud va accorder un prêt de 57,457 millions de dollars US soit environ 28,7 milliards de F Cfa au Cameroun pour la construction de l'hôpital de référence de Garoua. Un décret du président de la République signé le 12 mai 2014, habilite le ministre de l'Economie, de la planification et de l'aménagement du territoire, à ratifier cet accord de près. Il s'agit du second hôpital financé par la Corée du Sud dans le cadre de sa coopération avec le Cameroun, après le Centre national des urgences à Yaoundé dont la construction est presque à terme. L'hôpital de référence de Garoua viendra, par ses prestations de haut-standing, améliorer le plateau technique et la qualité des soins octroyés aux populations locales. Il n'est pas évident d'évacuer les malades dans les hôpitaux généraux des capitales. La distance, le coût des transports et les frais rendent cette opération d'urgence impossible pourtant nécessaire à sauver des vies pour la grande majorité.

Aboudi Ottou

DIPLOMATIE

Le régime Ouattara à l'épreuve du marigot camerounais

L'intérêt que la Côte d'Ivoire accorde à sa coopération avec le Cameroun depuis quelques temps, provoque des soupçons chez une partie de la presse camerounaise. Laquelle n'a pas hésité à porter des coups... en dessous de la ceinture.

Une affaire médiatico-diplomatique-politique agite le Cameroun depuis le jeudi 15 mai 2014. Ce jour-là, le mensuel La Scène paraît avec ce titre à sa Une: «Ivoirisation manquée de la presse camerounaise: révélations chocs du séjour de la bordelle du syndicat du crime ivoirien au Cameroun». Dans une interview de deux pages, Patrick Sapack, présenté comme un «nationaliste révolutionnaire africain», indique que l'objet de la visite d'Affissiatou Bamba Lamine, le ministre de la Communication de Côte d'Ivoire, du 23 au 28 avril 2014, était de «faire une opération de toilettage des médias pour un black out total sur la dictature de Ouattara» ou «faire l'éloge de son régime» dans l'optique de la présidentielle de 2015. Election à laquelle Alassane Drame Ouattara est candidat.

Patrick Sapack, régulier sur les plateaux de la chaîne de télévision Afrique média, affirme même que cette télévision panafricaine a été approchée par le gouvernement ivoirien mais aurait «dit niet à l'enveloppe de plu-



Echanges entre Paul Biya et Alassane Ouattara (photo d'archives)

sieurs centaines de millions à lui offerte pour stopper les prises de positions sur son plateau en faveur du président Laurent Gbagbo, ce malgré les pressions des ministres Mebe Ngo'o-Fame Ndongo (respectivement ministre camerounais de la Défense et de l'Enseignement supérieur».

Désapprobation

Une parution que le gouvernement camerounais, par le biais d'un communiqué de son ministre de la Communication, a tout de suite condamnée. Par la suite, le Conseil national de la com-

munication du Cameroun a mis en demeure le journal de «rectifier les propos injustes et non-fondés» tenus à l'égard des autorités ivoiriennes. Le journal fait d'ailleurs à ce jour, l'objet d'une procédure disciplinaire au niveau de la même instance à la suite d'une plainte de l'ambassadeur de Côte d'Ivoire au Cameroun.

Dans son courrier, Adama Dosso qualifie les textes du journal La Scène d'«invoctives aussi violentes que grossières», de «propos injurieux, orduriers et diffamatoires». Pour l'ambassadeur de Côte d'Ivoire

au Cameroun, la nouvelle dynamique que son pays impulse depuis deux ans à sa coopération avec le Cameroun tient de ce que le gouvernement ivoirien souhaite que «l'axe Yaoundé-Yamousoukro et Yamoussoukro-Yaoundé demeure sûr afin que tous puissent vivre, aller et venir librement sans que les âmes aux vieilles semences de haine et rétrogrades ne brisent cet espoir de paix, d'amour et de concorde.» Soit. Il n'en demeure pas moins vrai cependant que depuis son accession au pouvoir, la perception de son régime par l'opinion publique camerounaise préoccupe Alassane Drame Ouattara. Des voyages de presse ont été organisés du Cameroun vers la Côte d'Ivoire avec pour objectif la découverte de «la vraie Côte d'Ivoire». Lors des visites des officiels ivoiriens au Cameroun, la question ne manque pas souvent d'être abordée. Il en a encore été le cas lors de la visite du ministre ivoirien de la Communication, objet de la Une de La Scène.

EN BREF

Port de Kribi
cherche conces-
sionnaire

Le président du comité de pilotage vient de lancer un appel d'offres demandant aux potentiels candidats de déposer leurs offres jusqu'au 8 juillet 2014. Cet appel d'offres concerne les cinq entreprises pré-qualifiées pour un contrat de partenariat public-privé, en vue de la concession de l'exploitation et la maintenance du terminal polyvalent. Il s'agit des groupements Necotrans-Kpmo (Cameroun), International Container Terminal Services Inc (Philippines), la Société d'exploitation des ports -Marsa (Maroc), SeaInvest-CLGG (France) et APM Terminals BV (Pays-bas). D'après Louis Paul Motaze, chaque offre doit être accompagnée d'une caution de garantie de soumission d'un montant de 200 millions de F Cfa, qui sera libéré dans un délai maximum de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Arrangement
à l'amiable

La société minière australienne Sundance Resources a opté pour un règlement à l'amiable de son différend avec son ex-associé Hold Co Sarl. La maison mère de Cam Iron a ainsi débloqué 750 millions de F Cfa pour conclure cet arrangement avec les actionnaires de la société Hold Co Sarl. Cette entreprise camerounaise a été créée par Roger Bogne, fondateur et premier DG de Cam Iron, avec laquelle Sundance est ensuite entrée en affaires pour développer le gisement de fer de Mbalam-Nabeba, à cheval entre le Congo et le Cameroun. Cependant, débarqué de son poste de DG de Cam Iron en 2012, M. Bogne a déposé une plainte pour «tentative d'escroquerie» contre son partenaire Sundance Resources devant le Tribunal de grande instance de Yaoundé.

Plus de pétrole

Après avoir produit environ 22,38 millions de barils de pétrole en 2012, contre 21,61 millions en 2011, le Cameroun devrait enregistrer une augmentation de 25% de sa production pétrolière en 2014, après celle de 8,62% en 2013 (24,31 barils). Selon la Société nationale des hydrocarbures, ce relèvement est notamment lié à la mise en production du champ Dissoni dont la production devrait augmenter de 100% cette année ainsi qu'à la mise en production de puits de développement complémentaire dans la concession Mokoko Abana.

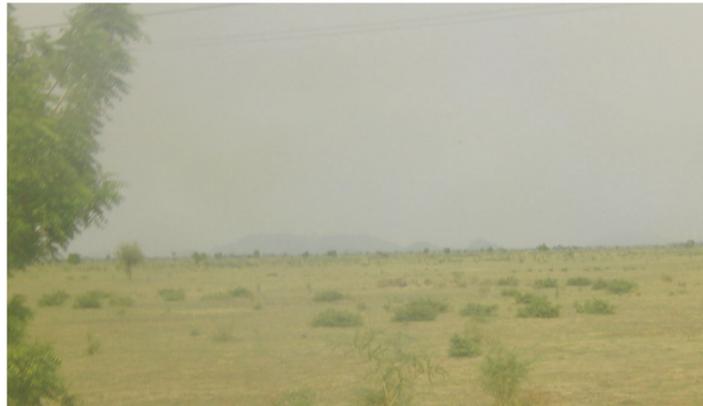
Alerte au choléra

32 cas de choléra déclarés et un décès enregistré dans le département du Mayo-Tsanaga. C'est dans le district de santé de Mogodé à la frontière avec la Nigeria qu'ont été notifiés les premiers cas de choléra il y a quelques jours. Cette résurgence de l'épidémie de choléra qui est d'autant plus inquiétante que le retour des pluies signalées dans la zone, constitue un facteur aggravant.

EXTRÊME-NORD

Les rançons ont la cote

Les familles de nombreux camerounais kidnappés ne font plus appel aux forces de sécurité. Elles préfèrent passer par des chefs de guerre et payer une rançon.



Ici à Dabanga, le grand chemin des ravisseurs

Face aux menaces proférées par les ravisseurs de son fils unique, enlevé sur le trajet qui mène vers le bout de la localité de Dabanga à la frontière avec le Nigéria, Abou Sarmad n'a pas alerté la police mais a vendu sa maison et payé les 5 millions de F Cfa de rançon. Depuis, la crainte de voir se répéter le même drame l'a envahi. Il a quitté la zone de Maldai (Logone et Chari). Quant à Raphaël, un chrétien de Salfis à Kousséri, il raconte qu'il a réussi à s'échapper au bout de cinq jours en promettant de donner une grosse somme d'argent à un de ses ravisseurs si celui-ci l'aidait à s'enfuir. Par la suite, il a appris que ses proches l'avaient cherché en se rendant quotidiennement chez un trafiquant de motos réputé pour ses accointances avec les chefs de guerre nigériens et maliens. Mohammed, lui, est médecin à la retraite. Néanmoins, il tient un cabinet et consulte à Kousséri dans le quartier Jadida. Comme il a le profil type de la victime, il envisage de fermer et

partir avec sa famille au Tchad. «Par le passé, je travaillais tard le soir, mais c'est fini. Même en pleine journée, j'ai peur de recevoir des gens dans mon cabinet», explique-t-il, évoquant le sort de son collègue assassiné. Quant à Rania, membre de la communauté évangélique luthérienne, elle a été enlevée à Waza, alors qu'elle rentrait chez elle. Au bout de plusieurs semaines, sa famille a été obligée de payer 10 millions de F Cfa pour la libérer.

Business

Dans l'extrême-nord du Cameroun, la vie est paralysée par la peur des enlèvements. D'après des sources policières et autres cercles de sécurité de Maroua, de Tcholliré ou de Kousséri, des sections chargées des enlèvements ont été créées. Ici, on affirme que ceux qui agissent sont des anciens prisonniers libérés il y a peu. On estime que l'argent constitue leur principale motivation, mais que les ravisseurs suivent également des considérations confessionnelles. Sur les chiffres, pas grand-chose

à capter sur leur nombre, pour la simple raison qu'on ne les connaît pas tous. Beaucoup de drames ne sont pas élucidés et la plupart des familles ne s'adressent plus à la gendarmerie ou à la police. Plus efficace, le versement de la rançon, la médiation d'hommes politiques ou religieux constituent un moyen d'obtenir la libération d'otage et de revoir vivant son proche.

Le phénomène est devenu courant ici, et il n'est plus possible de vivre sans y penser. Il s'agit d'une sorte de commerce de gangs spécialisés, qui monnaient la libération de leurs otages auprès des familles ou

les revendent à Boko Haram. Pis, «on a vu depuis que la secte islamiste frappe, des groupes qui opèrent habillés en uniforme de la gendarmerie ou de l'armée et se déplacent dans des voitures du même type que celles utilisées par les services officiels», précise un gendarme. C'est ce qui s'est produit en début de ce mois à Kousséri. Et selon des sources policières, pas moins de dix enlèvements en l'espace de deux semaines. On indique par ailleurs que «les chiffres ne sont pas exhaustifs et ne rendent qu'imparfaitement compte de l'étendue du problème».

Jean-René Meva'a Amougou,
envoyé spécial à Kousséri

ABOU SARMAD, UN OTAGE LIBÉRÉ

«Ma famille a versé 5 millions de F Cfa»

Comment vous sentez-vous depuis votre libération?

Je ne peux pas dire que je suis à l'aise. J'ai beaucoup souffert là où on m'a emmené. La vie a semblé s'arrêter et je ne pouvais pas me défendre.

Dans quelles conditions avez-vous été enlevés?

Dans les environs de Dabanga, où j'allais rendre visite à une nièce malade. J'ai été stoppé par trois individus qui se réclamaient du Bataillon d'intervention rapide (Bir). Ils m'ont demandé de leur céder ma moto au prétexte qu'elle avait été volée la veille au Nigéria. A cause de l'effet de surprise, je me suis rendu compte du traquenard un peu tardivement. Alors, ils m'ont contraint à les accompagner à leur base située dans un énorme rocher.

Comment s'est faite votre libération?

C'était la nuit, on m'a demandé de sortir du rocher et de me diriger vers le bas de la montagne où je devais rencontrer quelqu'un qui, disaient-ils, était le seul qui pouvait me sauver la vie. J'ai obéi et lorsque je suis allé à la rencontre de ce monsieur cagoulé, il m'a dit de lui donner le nom de quelqu'un de ma famille qui avait un peu de moyen. Après, j'ai seulement entendu «bon tu peux partir». Ils m'ont pris sur une moto et m'ont laissé là où je les avais rencontrés. C'est à la maison que j'ai appris que ma famille avait versé cinq millions de F Cfa.

Propos recueillis par JRMA

CAMEROUN, PAYS EMERGENT, LES PROLEGOMENES

L'école aux écoliers, l'université aux
universitaires... le Cameroun à qui?

ÉPISODE 4

Tous les pays qui ont atteint l'émergence économique sont ceux où des résultats palpables ont été obtenus sur le champ de l'école, de la formation, de la recherche scientifique et de l'apprentissage. L'éducation met en valeur la matière grise d'un pays pour en faire un facteur de croissance. Les cerveaux d'un pays forgent son destin, les ouvriers qualifiés le construisent. Lorsqu'on observe de près l'histoire de l'école et de l'université du Cameroun, on est frappé par la qualité des ressources intellectuelles dont ce pays peut se vanter. Dans presque tous les domaines scientifiques et de la recherche, vous trouverez un camerounais. Lorsqu'il n'est pas parmi les meilleurs de sa discipline, il est embusqué dans les couloirs de la perfection, du fait de la qualité de ses travaux comme chercheur ou comme enseignant.

Mais, d'où vient-il que des enseignants d'université soient

impliqués dans des affaires de mauvaise gestion et de corruption? D'où vient-il encore que des enseignants de renom fassent l'événement non pas grâce aux résultats de leurs travaux de recherche, mais à cause des affaires de détournements de l'argent public? D'où vient-il encore et encore que des universitaires brillent par leur inaptitude à gérer convenablement des ressources publiques? Cette inaptitude est d'autant plus alarmante qu'elle contraste avec le sens élevé de l'Etat dont ont fait preuve les premiers bâtisseurs du Cameroun. Eux n'étaient pas des universitaires. Certains n'avaient pour tout diplôme que le certificat d'études primaires et élémentaires. D'où vient-il enfin, que des universitaires brillent non pas à l'université où, certes, ils ont excellé comme enseignant, mais dans des affaires moyennes en liaison avec un sport de plein air comme le football? Vous me direz que le Cameroun est un pays de foot-

ball; c'est vrai! C'est aussi vrai que le football a donné à ce pays la reconnaissance et le respect planétaires que la diplomatie n'arrive pas à lui garantir. C'est encore et enfin vrai que le seul camerounais qu'on connaisse plus à Tunis, Alger, le Caire, Abidjan, Dakar et où sais-je encore est Roger Milla. Pourtant, Roger Milla n'a fait aucune université du football! Il a tout simplement du talent, au-delà du don que Dieu lui a fait. Je suis persuadé que si Roger était universitaire, il serait tout aussi brillant dans son domaine, parce qu'il a du talent. «Le talent est un don de Dieu» vous dira-t-il, mais c'est aussi le résultat d'un travail assidu, patient, obstiné et acharné. Il est peut-être temps qu'on donne des enseignements à Roger Milla dans nos universités d'Etat.

Nos élites universitaires manquent donc de talent et c'est très grave. Après avoir lu tous les livres du monde, il semble qu'ils soient incapables d'agir

avec talent lorsqu'ils sont appelés aux responsabilités publiques. Depuis les dernières élections municipales, deux maires sur trois sont des ingénieurs; allez voir ce qu'ils font et vous pleurez pour le Cameroun. Toute l'administration de l'université est entre les mains des universitaires depuis qu'en 1975, ils ont exigé et obtenu d'en extirper les administrateurs. Allez voir ce qu'ils ont fait de l'université, vous pleurez deux fois pour le Cameroun. Tous les conseillers techniques de ministères, des services du Premier ministre et de la présidence de la République sont des universitaires. Il n'y a presque pas de place là-bas pour un sans diplôme, mais pourquoi y a-t-il tant d'inertie, d'immobilisme et d'approximation? Je n'ai pas peur pour le Cameroun mais, si rien n'est fait, nous aurons en 2035 les infrastructures d'un pays émergent sans en être un. Be careful!

Ebena

PLAINTES DES MÉDIAS

L'Afrique veut harmoniser les textes

Évaluer les différences et les similitudes en vue d'une vision commune, tel était le but du séminaire sous-régional de deux jours qui a réuni à Yaoundé les présidents des instances francophones de régulation des médias.

Durant les assises, nous avons identifié les différences. A la lecture de toutes les interventions, nous avons découvert qu'elles sont mineures. Il faut donc retenir que nous sommes engagés vers l'harmonisation totale de nos statuts». Ainsi s'est exprimé Moustapha Ali Alifei, en sa double qualité de président du Haut conseil de la communication du Tchad (HCCT), et président du Réseau francophone des régulateurs des médias (Refram). C'était au terme d'un séminaire qui a regroupé les instances de régulation des six pays d'Afrique centrale (Cameroun, Congo Brazzaville, République Démocratique du Congo, République Centrafricaine, Tchad et Gabon) ainsi que leurs collègues d'Afrique de l'Ouest. Des propos de Moustapha Ali Alifei, l'on peut comprendre que les travaux de Yaoundé laissent présager l'élaboration d'un texte resserré et homogène pour toute l'Afrique. Une nouvelle plateforme destinée à contribuer à l'amélioration du mode de traitement des procédures et des réglementations des organes de



Photo de famille lors de la cérémonie d'ouverture du Refram

régulations dans les différents pays. «Un enjeu vital», a souligné Mgr Joseph Befe Ateba, le président du Conseil National de la Communication du Cameroun (CNC). Selon lui, les ravageuses polémiques sur le statut des organes de régulation dans les pays africains ne sont pas de nature à mettre en valeur ni leur maturité, ni leur crédibilité encore moins leur nature. Et à propos de la nature justement, le séminaire de Yaoundé a permis de dresser un tableau plutôt

contrasté. En Côte d'Ivoire par exemple, on parle de «La Haute autorité de la communication audiovisuelle». De leurs côtés, le Burundi et le Cameroun, l'espace communicationnel est régi dans chacun de ces pays par le Conseil national de la communication. D'un bout à l'autre du continent, les processus de création des organes de régulation restent accrochés soit aux constitutions, soit aux lois ou décrets. Si les plaintes enregistrées revendiquent le même contenu, leur traitement n'est pas uniforme.

A Yaoundé, les participants ont annoncé le déclic quant à la mise en place d'un texte unique. Un comité de suivi présidé par le CNC a d'ailleurs constitué dans une perspective évaluative programmée pour le premier trimestre 2015 à Kinshasa. Les travaux ont été placés sous l'égide de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF) et du Réseau francophone des régulateurs des médias (Refram).

Jean-René Meva'a Amougou

La CEEAC approuve l'idée du CNC

Le secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), l'ambassadeur Ahmad Allam-Mi, s'est dit favorable à l'idée de créer un réseau des organes de régulation des médias d'Afrique centrale. C'était au cours d'un entretien qu'il a eu avec le président du Conseil national de la communication (CNC) du Gabon, Jean François Ndongou, au siège du CNC.

L'ancien ministre de l'Intérieur du Gabon qui se veut le porte-étendard de cette initiative, a fait un plaidoyer auprès du secrétaire général de la CEEAC aux fins d'y obtenir son appui.

«L'idée qui germait depuis longtemps dans la mémoire du CNC est arrivée à maturité à l'issue du séminaire sous-régional des régulateurs des médias d'Afrique centrale, membres du Réseau francophone des régulateurs des médias (Refram), tenu du 12 au 14 mai 2014 à Yaoundé au Cameroun». A expliqué le président du CNC.

«Nous n'entendons pas faire la chasse aux sorcières à l'échelle régionale. Nous voulons seulement œuvrer pour l'harmonisation des procédures de traitement des plaintes et des règlements des organes de régulation des médias des pays d'Afrique centrale. Ceci dans le but d'inciter les professionnels des médias à relever le défi de l'assainissement de la presse dans un contexte de prolifération d'actes de diffamation», a précisé à son hôte, Jean François Ndongou, qui a sollicité un parrainage de la CEEAC.

«Vous pouvez compter sur nous pour vous apporter le soutien souhaité», a déclaré le secrétaire général de la CEEAC, qui s'est félicité du leadership du CNC du Gabon dans la mise en place de ce réseau en Afrique centrale, à l'image de celui existant en Afrique de l'Ouest. Il faut créer le réseau, le faire fonctionner et le rendre dynamique afin d'une part, de contrer l'influence des grandes agences d'informations et des médias étrangers. Et de l'autre, de faire face aux dérives d'une certaine presse irresponsable qui écume nos pays et désoriente nos populations. Conclusion des deux interlocuteurs qui ont automatiquement désigné chacun un expert, pour passer de la parole à l'acte.

RÉACTIONS

PHILIPPE MVOUO,

PRÉSIDENT DU CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LIBERTÉ DE LA COMMUNICATION DU CONGO (CSLC)

«La procédure a un circuit précis»

Chez nous au Congo, le mode de fonctionnement de l'instance de régulation était à la traîne en ce qui concerne le traitement des plaintes. Nous ne savions pas en réalité s'il était judicieux de nous conformer aux seuls codes des magistrats ou encore mettre sur pied un arsenal de dispositions autonomes en rapport avec la pratique des métiers de la communication. D'emblée, il est vite apparu que ce choix manquait de pertinence par rapport aux lois du pays. Voilà pourquoi, des cadres de la justice congolaise ayant une expérience dans la gestion de la liberté d'expression, ont été introduits dans le CSLC pour nous apporter l'expertise qui nous manquait. Nous traitons désormais toutes les plaintes en tenant compte de ce que la procédure a un circuit précis

MOUSTAPHA ALI ALIFEI,

président du Haut conseil de la communication du Tchad (HCCT)

«Le HCCT est un médiateur».

Depuis un certain temps, une régression morale vers une forme de «journalisme d'abattoir» a tendance à prospérer au Tchad. Ce qui, naturellement, a obligé les personnalités citées dans les colonnes de journaux ou les antennes de la radio ou de la télévision, à traîner les auteurs en justice. Or, la justice classique, à mon avis, s'est montrée particulièrement dure à l'égard des journalistes. Ainsi, le HCCT s'est parfois posé en médiateur entre les parties en conflit. Cela ne dispense pas pour autant le HCCT de sévir.

PIERRE SAMMY MAKFOY,

président du Haut conseil de la communication de Centrafrique (HCCC)

«Nous sommes ici pour apprendre»

C'est évidemment bien difficile de dire si le HCCC fonctionne dans les conditions de sécurité précaires qui sont celles de la République centrafricaine. Seulement, nous travaillons en rapport dans une perspective d'une paix durablement installée dans notre pays. Pour cela, nous sommes ici pour apprendre des autres

JEAN FRANÇOIS NDONGOU,

président du Conseil national de la communication du Gabon

«Nous ne sanctionnons pas ce qui paraît acceptable»

A quelques exceptions près, tous les propos de ceux qui observent de loin les activités de notre structure convergent en un faisceau de vues pessimistes et de divagations dramatiques. Nous ne sanctionnons pas ce qui paraît acceptable aux yeux de tous. Ce que nous combattons c'est cette volonté de certains à faire accepter un projet impérial selon lequel, la liberté d'expression ne devrait pas être canalisée dans un pays.

FACE À UNE RÉBELLION NAISSANTE AU SUD DU TCHAD

Idriss Deby sollicite le soutien de Paul Biya

Les non-dits de la visite d'amitié et de travail effectuée par le Président tchadien dans la capitale camerounaise les 22 et 23 mai 2014.

En froid dans la gestion de la crise centrafricaine, Idriss Deby et Paul Biya ont décidé de réchauffer leurs relations avec le dossier Boko Haram. Autant au sommet de Paris, à l'invitation de François Hollande, qu'à Yaoundé dans le cadre d'une visite d'amitié et de travail, les deux chefs d'Etat ont affiché une convergence de vues dans la façon de combattre Boko Haram. A ce sujet, le Tchad et le Cameroun sont par exemple prêts à s'accorder réciproquement le droit de poursuite des adeptes de Boko Haram sur leurs territoires respectifs. Un privilège que les deux pays refusent à leur puissant voisin, le Nigéria. Au-delà de la lutte contre Boko Haram, la venue d'Idriss Deby à Yaoundé avait un agenda caché, suggéré par Paris, selon nos informations. En effet, les autorités françaises auraient profité de la dernière rencontre

au sommet contre Boko Haram pour aborder avec Idriss Deby la menace naissante d'une nouvelle rébellion au sud du Tchad. Ce nouveau front de déstabilisation du pays serait soutenu par le Soudan et les ex-rebelles libyens. Il menace de renverser Idriss Deby. D'ailleurs, le nouveau front a signé des contrats pétroliers avec une société chinoise. Et dans la foulée, le 23 mai dernier, le président Deby a fait annuler certains contrats pétroliers avec quelque entreprise, au motif du non-respect des normes environnementales. Curieuse coïncidence qui ne laisse pas indifférents les observateurs avertis.

Pour éviter l'escalade, Paris demande la négociation. Et Paul Biya semble l'un des acteurs clés dans cette donne. Deby est notamment venu s'assurer du soutien de Paul Biya, en cas de besoin. Il serait reparti avec des gages que Yaoundé restera fi-



Deby-Biya, amitié de raison

dèle à sa politique de neutralité et de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats. Avant le Cameroun, Idriss Deby a séjourné il y a quelques

mois au Soudan. Malgré les relations exécrables entre le président soudanais et la communauté internationale, Idriss Deby continue de fré-

quenter son homologue El Béchir. Analyse d'un opposant tchadien: «il en va de la survie de son régime, car le Darfour regorge encore beaucoup de Tchadiens prêts à en découdre militairement avec lui... Les rapprochements avec le Soudan sont plutôt politiques et sécuritaires. Le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE), avec pour chef Dr Khalil Ibrahim, tué par les hommes de Deby en 2009, n'a pas dit son dernier mot. Feu Khalil Ibrahim et Timane Deby, ex-sultan du clan Itno et demi-frère d'Idriss Deby, sont des cousins, leurs mères sont des sœurs. Cet assassinat a provoqué une véritable fissure au sein du clan, ce qui a conduit Deby à destituer son demi-frère Timane et s'introniser sultan à sa place. Après l'indépendance du Sud Soudan, les Darfouris marchent sur leurs pas et ils ont le soutien des occidentaux, Israéliens et Américains».

Thierry Ndong

ABDALLAH CHIDI DJORKODEI

Pourquoi les rébellions refont surface contre le régime Deby

Depuis son exil politique, le décryptage d'un opposant au pouvoir de Ndjamen et non moins connaisseur averti du Tchad.

Le Tchad est sous la menace des rébellions à ses frontières. N'est-ce pas étonnant pour un pays qui veut s'illustrer comme une force militaire en envoyant des soldats sur plusieurs fronts de combat sur le continent?

En effet, cela peut paraître paradoxal à la première lecture. La sécurité est la responsabilité de la police et la gendarmerie. Cependant, les Tchadiens ont toujours vécu dans l'insécurité depuis l'arrivée d'Idriss Deby au pouvoir en décembre 1990. Quant aux interventions successives des forces d'Idriss Deby hors des frontières du Tchad, elles cachent d'autres réalités plus sombres et les observateurs attentifs de la scène politique tchadienne en savent quelque chose. Aussi bien au Congo pour soutenir Sassou contre Lissouba, en RDC pour secourir Kabila fils, au Mali contre les islamistes au nom de la lutte contre un certain terrorisme international et en RCA, Idriss Deby n'a fait que répondre à l'appel de la France, et ce au nom de la mystérieuse Françafrique. Cela lui a même valu le sobriquet de Bob Denard de la Françafrique! Sauf au Darfour et en Libye (soutien à son mentor Khadafi) où Deby a mené des guerres pour sécuriser son régime.

L'insécurité qui frappe ces derniers jours la capitale Ndjamen, nous la percevons comme la goutte d'eau qui fait déborder le vase. En effet, la coupe est bien pleine au Tchad où l'injustice sociale, les crimes crapuleux et les violations massives des droits de l'homme, le détournement des deniers publics, l'impunité de la classe régnante, l'anarchie qui caractérise l'appareil d'Etat, le désarroi des jeunes face au chômage, autant de maux qui font que le Tchad pétrolier est toujours dernier élève de la classe au niveau... mondial.



Les Tchadiens subissent tout cela dans un silence imposé, répressif et ça dure depuis 23 ans tout de même! Les provinces sont quasi abandonnées et les populations vivent dans une insécurité chronique, à la merci des bandits mais aussi de ceux-là mêmes qui devraient instaurer la sécurité. La capitale Ndjamen connaît à nouveau des cas de braquage ayant entraîné la mort d'hommes. Nous avons connu des cas similaires, ces fameuses

«bandes incontrôlées» qui tuent et volent de jour comme de nuit, sans être retrouvées, mais du reste bien connues. Crimes que le ministre de l'Intérieur de l'époque, monsieur Ahmat Hasaballah Soubiane, qualifiait de «bavure». Bref, Deby est devant son échec, le pays a sombré, il a abandonné la capitale, symbole du pouvoir politique et économique et se réfugié depuis plusieurs mois dans son village natal Amdjarass qui se trouve à 900 kilomètres de N'Djamena. Exactement comme Mobutu, à Gbadolité, vers la fin de son règne.

Comment la rébellion tchadienne procède pour opérer à l'intérieur plutôt que depuis des bases à l'étranger?

La lutte armée contre le régime Deby a commencé avec le MDD dans la région du Lac Tchad en 1991, s'est poursuivie au Sud avec le FARE, le MNSPD entre 1993-95, dans le Tibesti avec le MDJT entre 1998-2002 et puis à l'Est dans le Darfour à partir de 2005 avec l'UFDD, le FUC, etc. Aujourd'hui encore, des mouvements de résistance existent, mais il leur manque un soutien extérieur pour affronter l'armée d'Idriss Deby. Face à ce déficit, d'autres stratégies se développent notamment les mutineries, un coup d'Etat et pourquoi pas un soulèvement populaire.

Selon un récent rapport de la CIA, la mamme pétrolière tchadienne va dans des comptes au nom de Hinda Deby, plutôt que dans le trésor public tchadien. L'opposition ne tient-elle pas là une cartouche contre Deby?

Sous d'autres cieux, le peuple serait descendu dans les rues et exiger la démission du gouvernement, du parlement et du fameux Comité de surveillance des revenus pétroliers. Mais rien

de tout cela ne s'est passé, ce fut juste un fait divers qui a nécessité quelques commentaires et on est passé à autre chose. Les partis politiques (il y en a près de 200) et particulièrement ceux regroupés au sein de la CNDC n'ont même pas jugé utile de pondre un communiqué de presse pour exiger au gouvernement la lumière sur ces graves révélations de la CIA. Je pense que les rapports sur les détournements des deniers publics, il y en a eu beaucoup et sont restés sans effets. Les Tchadiens vivent au quotidien ce pillage systématique des ressources de l'Etat. Tous les secteurs financiers (administration, armée, douanes, sociétés, commerces et marchés publics) du pays sont quadrillés et ponctionnés 24H/24 par le clan des Itno et leurs alliés, assistés par une mafia féroce d'étrangers qui se fout royalement du drame que vit le peuple tchadien. Les tchadiens ne se reconnaissent plus en ces partis politiques alimentaires, incapables de jouer leur rôle et complètement dépassés par la situation actuelle du Tchad. C'est la diaspora qui mène la lutte et apportera le changement avec les populations.

L'affaire Hissein Habré et, pourquoi pas, celle de Me Jean Bernard Padaré, l'ancien ministre de la Justice, peuvent-elles compter dans le registre de l'épuration politique?

L'ancien ministre de la Justice, Me Jean-Bernard Padaré, croupit depuis quelques semaines en prison. Il lui est reproché une sordide affaire de corruption et de détournement de biens publics. Dans ce régime, tout le monde vole. L'actuel président de l'Assemblée nationale Haroun Kabadi, l'ex-secrétaire général de la présidence de la République Mahamat Saleh Annadif, les maires De N'Djamena, le clan

Itno, Mme Hinda Deby et la liste des voleurs à col blanc est longue. Sauf que tout le monde ne jouit pas de cette impunité. Me Padaré a été l'avocat de la famille d'Ibni Oumar avant d'aller flirter avec l'assassin de son client. Dans l'affaire Habré, il est avéré que Me Padaré avait collaboré avec les avocats de l'ex-président Habré. Nommé ministre de la Justice, il s'est distingué dans ce dossier par ses diatribes contre l'ancien président Hissein Habré. Mais cela n'a pas été suffisant, car Deby lui reproche d'avoir volontairement fermé les yeux sur l'article 10 du statut des chambres africaines extraordinaires qui annule l'immunité présidentielle même si on est chef d'Etat en exercice!

Quant à l'affaire Habré, après les propagandes des organisations des droits de l'homme sur les crimes qui auraient été commis sous le régime du président Habré, les juges peinent à prouver ces accusations. Neuf mois après, 4 commissions rogatoires au Tchad, mais toujours rien. Idriss Deby refuse que les enquêtes soient menées comme il le faut et que des personnes de l'ancien régime qui constituent la colonne vertébrale du pouvoir Deby soient interrogées. Qui paie commande. 18 milliards ce n'est pas rien. Face à ce blocage, un budget de 560 millions de francs a été débloqué pour le recrutement des agences de communication avec comme objectif de faire du dilatoire et masquer l'impasse des enquêtes des juges. Exercice difficile, car la défense de son côté dénonce toutes ces violations dans la procédure et les deals politiques entre Deby, les chambres africaines et le régime de Macky Sall.

Propos recueillis par
Célestin Ngoa Balla

JOURNÉE DE L'AFRIQUE 2014

Le continent célèbre ses bons points

Des citoyens de plusieurs pays africains se sont accordés pour donner une meilleure image du continent. C'était le 25 mai 2014 à Yaoundé.



La jeunesse vibre pour son Afrique

Plus un jour ne s'écoule sans que nous ne nous délections des bilans des tueries sur le continent africain. Vrai couac ou vaine polémique, peu importe. Nous devons désormais projeter une image positive de nous-mêmes ». L'avis est de Mme Gabin Nguindjol, la coordonnatrice de la célébration populaire de la journée de l'Afrique au Cameroun. Selon elle, aux consternants tableaux peints par certains médias-occidentaux surtout, il faut opposer une possibilité de célébrer le continent. Au club Camtel de Yaoundé ce 25 mai 2014, les camerounais (citoyens et résidents) se sont donc joints au reste de la com-

munauté africaine et internationale pour exalter leur amour pour la terre africaine. L'évènement festif a été présenté par l'organisation non gouvernementale Initiatives de gouvernance citoyenne (IGC) et le groupe Kalak Fm Tv, en collaboration avec leurs partenaires de la plateforme « My African Union ». Pour une toute première célébration, Ban Ki-Moon, le Secrétaire général des Nations unies, a adressé un message à l'ensemble de la communauté africaine. Des grandes lignes, l'on peut notamment retenir que « en ce jour où l'Afrique rend hommage aux géants et aux visionnaires du XXe siècle qui



Au stand de l'hebdomadaire Intégration

ont œuvré à sa souveraineté et à son unité, nous formons l'espoir que l'avenir du continent sera fait de prospérité » Motivation supplémentaire pour le public du club Camtel de déployer le zèle africain. Pour cela, les sentiments positifs ont été omniprésents et explicites : surenchère des décibels, expositions des photos des grandes figures des luttes d'indépendance, du sport, de

la culture, de la science ; des savoir-faire africains, tournoi de futsal et ateliers multimédias. Objectifs simples, selon Mme Agnès Ebo'o, la coordinatrice de IGC : « inviter les citoyens, amis et sympathisants à venir partager dans la convivialité leurs visions de l'Afrique, et dessiner ensemble ou individuellement celle pour laquelle ils souhaitent se lever le matin ». Aussi a-t-on vu des jeunes et moins

jeunes matérialiser leurs désirs à travers des dessins orientés sur des thématiques telles que la paix, la sécurité ou encore le combat pour la libération, le développement, le développement et le progrès économique. « Des dessins sur lesquels on peut projeter des espérances et s'attaquer aux franges de la paralysie au sein du continent », a indiqué Gabin Nguindjol. A l'en croire, le quotidien de l'Afrique a été brisé par la violence féroce et imbécile. et c'est le moment pour les africains de prendre conscience que tout ce qui a pu être dit auparavant n'a servi à rien. En effet, protestations, explications, condamnations, analyses ou encore diagnostics n'ont eu aucun résultat. « Au cours de cette première journée de l'Afrique, clame Anil Ramzaz, un citoyen tunisien, les fils du continent auraient tort de gaspiller les atouts pouvant permettre de s'engager sur les fronts porteurs ». Il est à rappeler que la journée de l'Afrique arrêtée ce 25 mai 2014 rime avec l'anniversaire de la signature des accords de la défunte Organisation de l'Unité africaine (OUA) le 25 mai 1963 à Addis Abeba (Ethiopie).

Jean-René Meva'a Amougou

ILS ONT DIT ...

CLÉMENT MASSOUNGOU,
EMPLOYÉ À L'AMBASSADE DU CONGO AU
CAMEROUN

« L'espoir du continent, c'est sa jeunesse »

A l'heure où nous célébrons la journée de l'Afrique, nous n'oublions en rien les nombreux défis redoutables qui lui restent à surmonter tels la dégradation de l'environnement, le dérèglement des institutions... Mais je pense que l'espoir du continent, c'est sa jeunesse. Elle devrait prendre conscience du rôle qui est sien dans le contexte actuel d'une Afrique qui a plus que jamais besoin du sang fra-



ARIELLE CLARISSE DATCHOUA,
VENDEUSE EN PHARMACIE,

« Mon Afrique mérite bien plus »



Je suis satisfaite par la célébration de ce jour. Au moins elle vient rappeler aux fils et aux filles de l'Afrique que le continent ne sombre pas uniquement dans la guerre et la famine. Il y a aussi du bon cru ici chez nous contrairement aux images négatives et

manipulées qui sont diffusées à partir de l'occident. Pour moi, mon Afrique mérite bien plus eu égard à la contribution que des hommes comme Nelson Mandela, Cheik Anti Diop ou Roger Milla ont apporté à l'humanité toute entière.



**MME BÉATRICE MVONDO NÉE
DULPECH**

« J'ai épousé l'Afrique »

Bien qu'étant française d'origine, je suis beaucoup plus africaine parce que j'ai épousé l'Afrique. Partant de cela, je me sens entièrement africaine et j'ai tenu à participer avec mon époux et mes enfants à cette célébration de la journée de l'Afrique. A ceux qui projettent des clichés nauséabonds sur elle, je réponds tout de suite que c'est une vision étriquée de la réalité. Et sans faux fuyants, il faudrait la considérer comme telle.

COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE
DE L'AFRIQUE CENTRALE

COMMISSION

DEPARTEMENT DES INFRASTRUCTURES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



Avis de Report

PROJET DE FACILITATION DES TRANSPORTS ET DU TRANSIT SUR LES CORRIDORS DOUALA-BANGUI ET DOUALA-N'DJAMENA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT (AOIO) N° 001/AOIO/CEMAC/DIDD/DATIT/2014 DE MARS 2014

N°216/CEMAC/C/DIDD

Bangui, le 07 mai 2014

1. La Commission de la CEMAC a obtenu du Fonds Africains de Développement (FAD) un don en diverses monnaies, en vue du financement du programme régional de facilitation des transports et du transit en zone CEMAC. Dans ce cadre, elle a lancé, le 10 mars 2014, un avis d'appel d'offres invitant les soumissionnaires admis à concourir à présenter des offres sous pli fermé, pour l'exécution du marché des travaux de la première tranche **de construction du Poste de Contrôle Unique (PCU), à la frontière entre le Cameroun et le Tchad à Kousséri**. Il s'agit de travaux regroupés lot unique comprenant l'édification de bâtiments administratifs et techniques communs aux deux pays ainsi que la construction de voiries et réseaux divers.

2. Par le présent avis, la Commission de la CEMAC porte à la connaissance de tous les dispositions ci-après :

- la date de la visite du site prévue sous l'organisation du Maître de l'Ouvrage est reportée au **28 mai 2014 à 10 heures précises (heure locale) à Kousséri** ;
- la date limite de remise des offres est reportée au plus tard le **16 juin 2014 à 11 heures précises (heure locale)**, à la Cellule BAD/BM sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé (Cameroun) ;
- les plis seront ouverts le **16 juin 2014 à 12 heures précises (heure locale)**, en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, dans la salle de réunion de la Cellule BAD à YAOUNDE, par la Commission AD HOC de Passation des Marchés nommée à cet effet ;
- Les demandes d'éclaircissements doivent être reçues au plus tard 21 jours avant la date limite de remise des offres, soit le **26 mai 2014**.

3. Ces nouvelles dispositions abrogent et remplacent respectivement celles contenues dans l'avis et le dossier d'appels d'offres.

LE PRESIDENT

4. Toutes les autres dispositions demeurent inchangées.

Pierre MOUSSA

COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE
DE L'AFRIQUE CENTRALE

COMMISSION

DEPARTEMENT DES INFRASTRUCTURES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



Avis de Report

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT (AOIO) N° 002 /AOIO/CEMAC/DIDD/DATIT/2014 DE MARS 2014

PROJET DE FACILITATION DES TRANSPORTS ET DU TRANSIT SUR LES CORRIDORS DOUALA-BANGUI ET DOUALA-N'DJAMENA

N°216/CEMAC/C/DIDD

Bangui, le 07 mai 2014

1. La Commission de la CEMAC a obtenu du Fonds Africains de Développement (FAD) un don en diverses monnaies, en vue du financement du programme régional de facilitation des transports et du transit en zone CEMAC. Dans ce cadre, elle a lancé, le 10 mars 2014, un avis d'appel d'offres invitant les soumissionnaires admis à concourir à présenter des offres sous pli fermé, pour l'exécution du marché de construction de trois stations de pesage sur les corridors Douala-Bangui respectivement à **Beloko / Baoro, Bossembélé et au PK 26 de Bangui**.

2. Par le présent avis, la Commission de la CEMAC porte à la connaissance de tous les dispositions ci-après :

- la date limite de remise des offres est reportée au plus tard le **16 juin 2014 à 12 heures précises (heure locale)**, à la Cellule BAD/BM sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé (Cameroun) ;
- les plis seront ouverts le **16 juin 2014 à 13 heures précises (heure locale)**, en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, dans la salle de réunion de la Cellule BAD à YAOUNDE, par la Commission AD HOC de Passation des Marchés nommée à cet effet ;
- Les demandes d'éclaircissements doivent être reçues au plus tard 21 jours avant la date limite de remise des offres, soit le **26 mai 2014**.

3. Ces dispositions remplacent respectivement celles contenues dans l'avis et le dossier d'appels d'offres.

LE PRESIDENT

4. Toutes les autres dispositions demeurent inchangées.

Pierre MOUSSA

COMMUNAUTE ECONOMIQUE ET MONETAIRE
DE L'AFRIQUE CENTRALE

COMMISSION

DEPARTEMENT DES INFRASTRUCTURES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE



Avis de Report

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL OUVERT (AOIO)
N° 003 /AOIO/CEMAC/DIDD/DATIT/2014 DE MARS 2014

**PROJET DE FACILITATION DES TRANSPORTS ET DU TRANSIT
SUR LES CORRIDORS DOUALA-BANGUI ET DOUALA-N'DJAMENA**

N°216/CEMAC/C/DIDD

Bangui, le 07 mai 2014

1. La Commission de la CEMAC a obtenu du Fonds Africains de Développement (FAD) un don en diverses monnaies, en vue du financement du programme régional de facilitation des transports et du transit en zone CEMAC. Dans ce cadre, elle a lancé, le 10 mars 2014, un avis d'appel d'offres invitant les soumissionnaires admis à concourir à présenter des offres sous pli fermé, pour l'exécution du marché de fourniture et d'installation des pèses essieux sur les corridors Douala-Bangui et Douala-Ndjaména.

2. Par le présent avis, la Commission de la CEMAC porte à la connaissance de tous les dispositions ci-après :

- la date limite de remise des offres est reportée au plus tard le **16 juin 2014 à 12 heures précises (heure locale)**, à la Cellule BAD/BM sise à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé (Cameroun) ;
- les plis seront ouverts le **16 juin 2014 à 13 heures précises (heure locale)**, en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture, dans la salle de réunion de la Cellule BAD à YAOUNDE, par la Commission AD HOC de Passation des Marchés nommée à cet effet ;
- Les demandes d'éclaircissements doivent être reçues au plus tard 21 jours avant la date limite de remise des offres, soit le **26 mai 2014**.

3. Ces dispositions abrogent et remplacent respectivement celles contenues dans l'avis et le dossier d'appels d'offres.

4. Toutes les autres dispositions demeurent inchangées.

LE PRESIDENT

Pierre MOUSSA

CANAL24:

ACTUALITE FILMS MUSIQUES

DOCUMENTAIRES TALK DIVERTISSEMENT LIVE

Siege social: Yaoundé-Madagascar / Imm Montparnasse



Canal24

vivez l'innovation

Yaoundé -Cameroun

Tél.:+237 75 63 30 63

+237 95 08 08 50

Web :www.canal24tv.com

email: televisioncanal24@gmail.com

OBSÈQUES



**MME AMBANI TSALA
FIDELIE**

1934-2014

M. Gilbert TSALA EKANI et Mme Marie Louise TSALA EKANI à Yaoundé

M. TABY Jean Paul et Mme Hélène TABY, leurs enfants à Leboudi II

Mme Veuve OMGBA née AKINI Christine à Ongot et ses enfants

M. EKANI Georges et Mme

La famille de feu TSALA LEKINI et la regrettée NGAH TABY Régine

La grande famille BEYIDZOLO à Leboudi

Ont le profond regret d'annoncer le décès de leur mère, sœur, grand-mère, belle-mère et tante AMBANI TSALA Fidélie survenu le 14 mai 2014 à Yaoundé suite à une longue maladie.

DISSUASION Yaoundé expose sa puissance de feu

Après la déclaration de guerre fait à Boko Haram par le président Paul Biya à Paris, le Cameroun a profité de sa fête nationale pour montrer ses muscles.

La parade militaire au boulevard du 20 mai à Yaoundé, à l'occasion de l'édition 2014 de la fête de l'Unité, se voulait une démonstration de force. Les autorités ne l'ont d'ailleurs pas cachée: «Mardi (20 mai 2014), ce sera une démonstration de force pour rassurer les Camerounais (...). Parce qu'aujourd'hui, les actions asymétriques tendent à vouloir saper le moral.» promettait quelques jours plutôt, à travers les médias publics, le lieutenant colonel Didier Badjeck, chef de la division de la Communication au ministère camerounais de la Défense.

Aussi, a-t-on vu défiler des équipements militaires qualifiés de «matériel de pointe» récemment acquis: chars d'assaut, engins blindés de reconnaissance, pièces d'artillerie, radar pour la protection de l'espace aérien, patrouilleurs navals, véhicules de transport des troupes et autres hélicoptères... Ces équipements exposés ne seraient que la partie visible de l'iceberg, une partie du dispositif étant resté en base arrière. D'autres engins sont encore attendus dans les prochains jours. Il s'agit notamment de deux patrouilleurs de 63 mètres de long chacun réceptionnés le 15 avril dernier à Tsingtao en Chine par le ministre de la Défense, Edgar Alain Mebe Ngo'o, pour le compte des forces navales camerounaises.

Depuis l'année dernière, «l'armée camerounaise s'est équipée comme jamais elle ne l'avait fait auparavant» assure le lieutenant colonel Badjeck. Et de lister: «ce sont 500 camions qui ont été acquis pour les différents unités. Il y a plusieurs vecteurs aériens qui augmentent les capacités de surveillance et d'acquisition du renseignement prévisionnel; Il y a également une addition d'équipements en appui feu qui peuvent permettre à n'importe quelle Brigade d'infanterie mobile de pouvoir s'exprimer et avoir le dessus sur le terrain. C'est la même chose sur le plan d'eau qui nous permet d'assurer à la fois la sécurité de la partie hauturière et celle de la côte». Est-ce suffisant? Visiblement non! Car au même moment, les attaques, que ce soit à l'Est ou dans la région de l'Extrême-Nord du pays, se sont également multipliées. Pour tous les spécialistes, plutôt que sa puissance de feu, le Cameroun doit davantage renforcer et professionnaliser son système de renseignement qui comme on l'a démontré, (article page 10), est en crise.

AO

COOPÉRATION MILITAIRE

Dialogue de sourds entre le Cameroun et le Nigéria

Le sommet de Paris est loin d'avoir dissipé les divergences d'approche entre les deux pays dans leur croisade commune contre Boko Haram.

En se rendant à Paris le 17 mai dernier, le Nigeria espérait en repartir avec une «coopération renforcée» avec ses voisins dans la lutte contre la secte islamique Boko Haram. Cet objectif est loin d'être atteint notamment avec le Cameroun bien que le communiqué final (voir ci-dessous) proclame que «la réunion s'est conclue sur plusieurs décisions qui permettront de renforcer la coopération entre les Etats de la région». Car au lendemain même du sommet de Paris sur la sécurité au Nigeria, des divergences se sont faites jour au sujet de la coopération militaire entre Yaoundé et Abuja. Elles concernent le déploiement des troupes.

Guerre de concepts

Si sur le plan bilatéral, les Etats se sont engagés pour des «patrouilles coordonnées», Goodluck Jonathan, le président nigérian, a souhaité, lors de la conférence de presse qui a sanctionné le sommet, la mise en place des «patrouilles mixtes (Cameroun-Nigeria)». «Ce n'est pas nécessaire» lui a répondu le Cameroun trois jours plus tard par la voix de son ministre des Relations extérieures. A ce concept, le Cameroun préfère des «patrouilles simultanées»: «Le plus important, c'est que le renseignement circule entre nos deux pays de manière à ce que chaque pays, dans le res-



Biya, Goodluck et Hollande lors de la conférence de presse de clôture du sommet

pect de l'intégrité territoriale de l'autre, agisse de manière simultanée.» Explique Pierre Moukoko Mbonjo dans une interview diffusée le 20 mai sur Radio France internationale.

Depuis qu'il a intensifié la traque contre Boko Haram, le Nigeria ne cache pas sa volonté de franchir la frontière avec le Cameroun afin de poursuivre ces commandos de la secte islamiste comme le lui permet le Niger par exemple. Pour Yaoundé une fois de plus, «ce n'est pas tout à fait nécessaire». «Le Cameroun a une armée dont l'efficacité est avérée. Nous avons des troupes d'élite dont le niveau est internationalement reconnu. Pour preuve, le

fait que dans la lutte contre la piraterie maritime au niveau du Golfe de Guinée depuis 2011, il n'y a eu aucun acte dans nos eaux territoriales.» se justifie le ministre camerounais des Relations extérieures.

Phobie des forces étrangères

Ces demandes refusées au Nigeria seraient dictées par le fait que Yaoundé ne tolère pas la présence des forces étrangères sur son territoire. Le quotidien camerounais, Le Messenger, rapporte en effet dans son édition du vendredi 23 mai que le président tchadien, Idriss Deby Itno, en visite au Cameroun le 22 mai, a tenté sans succès d'infléchir la position de Yaoundé sur la

question en expliquant qu'il s'agira éventuellement d'une présence pour la simple veille et non en vue de combat. Les américains le font déjà à partir du Nigeria ou du Tchad. En réponse, Paul Biya aurait rassuré son hôte qu'un déploiement des troupes et des équipements se fait déjà sur le Nord du Cameroun. En fait, dans le sésail, la méfiance règne vis-à-vis des forces étrangères présentées comme des forces déstabilisatrices. L'exemple de la Côte d'Ivoire où l'armée française venue comme force d'interposition, a fini force belligérante, hante toujours les esprits.

Abou Di Ottou

Conclusion du sommet de Paris

Les chefs d'Etat du Bénin, du Cameroun, de la France, du Nigeria, du Niger et du Tchad, ainsi que les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne ont participé, le 17 mai 2014 à Paris, à un sommet consacré à la sécurité du Nigeria. Ce sommet a permis d'intensifier la mobilisation régionale et internationale pour lutter contre le terrorisme du groupe Boko Haram. La réunion s'est conclue sur plusieurs décisions qui permettront de renforcer la coopération entre les Etats de la région, à la fois pour permettre la libération des jeunes filles enlevées et plus largement pour lutter contre Boko Haram. Les partenaires présents (France, Etats-Unis, Royaume-Uni, Union européenne) s'engageront à soutenir cette coopération régionale et à renforcer le dispositif international de lutte contre Boko Haram et de protection des victimes. Tous les Etats réaffirment leur engagement en faveur des droits de l'Homme, et en particulier la protection des droits des jeunes filles victimes de violences, de mariages

forcés ou menacés d'esclavage.

- Coopération régionale

Le Nigeria et ses voisins développeront des capacités d'analyse et de réaction qui contribueront à renforcer la sécurité de toutes les populations et l'Etat de droit dans les zones affectées par l'action terroriste de Boko Haram. Pour lutter contre la menace créée par Boko Haram dernièrement manifestée par plusieurs attentats meurtriers et par l'enlèvement de plus de 270 lycéennes, le Nigeria et ses voisins décident immédiatement de:

1. SUR UNE BASE BILATÉRALE

- Procéder à des patrouilles coordonnées dans un objectif de lutte contre Boko Haram et de la recherche des disparues;
- Mettre en place un système de partage du renseignement afin de soutenir cette action opérationnelle;
- Mettre en place des mécanismes d'échanges d'informations sur les trafics d'armes et renforcer les mesures de sécuri-

sation des stocks des armes;

- Mettre en place des mécanismes de surveillance des frontières.

2. SUR UNE BASE MULTILATÉRALE

- Mettre en place une cellule de fusion du renseignement;
- Instituer une équipe dédiée qui identifiera les moyens à mettre en œuvre et élaborera dans un second temps une stratégie régionale de lutte contre le terrorisme, dans le cadre de la Commission du Bassin du Lac Tchad. Cette approche s'inscrit dans la logique du sommet de la Commission du Bassin du Lac Tchad de 2012. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'UE coordonneront leur soutien à cette coopération régionale: expertise technique, programmes de formation, soutien à des programmes de gestion des espaces frontaliers.

-Action au niveau international

Les participants s'engagent à accélérer la mise en place de sanctions internationales, en priorité dans le cadre des

Nations unies, à l'encontre de Boko Haram, d'Ansaru et de leurs principaux responsables.

- Mobilisation en faveur des zones marginalisées et de leurs populations fragiles, notamment les femmes exposées aux violences.

Le P3 et l'UE s'engagent à mobiliser les bailleurs de fonds en faveur de programmes favorisant le développement socio-économique des régions concernées, avec un accent particulier sur l'égalité femme-homme, les droits des femmes et des filles et notamment leur droit à l'éducation, le renforcement de la participation des femmes à tous les processus de décision ainsi que le soutien aux victimes de violences sexuelles (assistance juridique, aide médicale et soutien psychosocial).

L'UE dédiera un certain nombre de ces programmes en ce sens et renforcera son action de lutte contre la radicalisation.

Les participants ont convenu que le Royaume-Uni accueillera une réunion de suivi le mois prochain au niveau ministériel pour faire un point des progrès de ce plan d'action.

GUERRE CONTRE BOKO HARAM

Comment le Cameroun perd la bataille du Renseignement

Les activités criminelles de la secte islamique dans l'extrême-nord du pays exposent au grand jour les grosses lacunes (et les limites) des forces camerounaises de défense, de sécurité et de renseignement. Notamment dans la riposte contre les méthodes non conventionnelles de la guerre asymétrique. Pourquoi ça coince et comment corriger le tir. Notre enquête.

1- ARMÉE,
GENDARMERIE, POLICE
ET DGRE À COUTEAUX
TIRÉS

La guerre des chefs fait rage dans le dispositif sécuritaire du Cameroun. Maxime Eko Eko et Edgar Alain Mebe Ngo'o ne se parlent plus depuis au moins deux ans. Le directeur général à la Recherche extérieur (DGRE) et le ministre de la Défense (Mindef) ne se côtoient pas, même en public pour sauver les apparences. Les deux personnalités se connaissent pourtant très bien. Mebe Ngo'o, alors délégué général à la sûreté nationale, avait fait nommer Eko Eko directeur des renseignements généraux à la police. Le commissaire de police divisionnaire Eko Eko rebondissait ainsi après une longue disgrâce dans les services centraux de la DGRE, où il était en complément d'effectifs après un retour d'affectation en Russie. Plus tard, les connaisseurs ont vu la main de l'actuel Mindef dans la promotion de Maxime Eko Eko au stratégique poste de directeur général de la DGRE.

Mbarga Nguelé ne porte pas non plus Eko Eko dans son cœur. L'actuel patron de la police et son homologue des renseignements sont en froid. Et ne s'en cachent pas, malgré leur point commun, à savoir le grade de commissaire de police divisionnaire. Les relations ne sont guère meilleures entre le patriarche Mbarga Nguelé et le jeune premier Mebe Ngo'o. Entre le premier flic du pays et le ministre délégué à la présidence de la République chargé de la Défense, le courant ne passe pas. Et cela s'est souvent observé à l'occasion des réunions de sécurité. En effet, le rapport des dites réunions a toujours divisé les patrons de la police et de l'armée. Simple-ment parce que l'une des parties (en l'occurrence le patron de la police) ne se reconnaît presque jamais dans les comptes-rendus jugés volontairement en faveur du ministre de la Défense. Celui-ci est accusé d'en tirer avantage auprès de la haute hiérarchie. La suspicion installée a fini par faire des réunions de sécurité de simples rendez-vous de façade, où l'hypocrisie le dispute à l'intrigue permanente.

Le Conseil national de la sécurité ne s'est jamais réuni à peu près pour les mêmes raisons. Des indiscretions laissent croire que son patron, Atanga Nji, esuierait la fronde des autres membres, «qui ne lui reconnaîtraient aucune compétence en matière de sécurité». Ces conflits larvés font dire à des observateurs avertis que l'une des plus grandes faiblesses du Cameroun dans la guerre déclarée contre Boko Haram est l'animosité entre ses services de défense, de sécurité et de renseignement. «Le Renseignement n'est plus partagé entre les différents chefs, qui se regardent



Le haut commandement interpellé!

désormais en chiens de faïence», indique cet observateur. Une autre source confirme: «l'équation personnelle, l'opportunisme et les petits calculs ont pris le pas sur la dynamique d'ensemble».

Le clan Bamoun en minorité à l'ex-Cener

Au sein des forces de défense et de renseignement, les querelles intestines secrètent l'inertie et l'inefficacité. A la DGRE, le climat est délétère dans les rangs. Le directeur général et son adjoint s'affrontent au quotidien. La querelle entre les deux hommes aurait atteint son paroxysme, puisque Maxime Eko Eko n'autorise plus son adjoint à le représenter dans certains événements protocolaires. «En mission à l'étranger, son adjoint s'aperçut qu'il n'avait pas été aperçu à l'aéroport de Yaoundé-Nsimalen autant à l'aller qu'au retour du président de la République au sommet de Paris sur Boko Haram». Avant cet épisode, l'on ne manque pas de signaler la cérémonie manquée des vœux de début d'année à la DGRE. «Elle n'a jamais eu lieu en 2014, parce que le DG ne veut pas entendre et voir son adjoint programmé pour parler au nom du personnel», renseigne une source. Un tract de dénonciation du management à la DGRE a circulé. Il était signé d'un certain collectif de personnels de l'institution. Depuis, «c'est la chasse aux sorcières à la DGRE», lit-on dans une fiche confidentielle. Le personnel d'origine du Noun se dit désormais à l'étroit. Le temps où les Bamoun dictaient la loi au Cener (aujourd'hui DGRE) sous Jean Fochivé est bien loin. Dans l'armée, l'ambiance n'est guère meilleure. L'épisode des nominations de Mebe Ngo'o à la gendarmerie continue à faire des gorges chaudes. Profitant de l'absence du secrétaire d'Etat à la gendarmerie, en évacuation

sanitaire en Europe, le Mindef avait opéré une redistribution des cartes mal acceptée par les gendarmes. Dans la foulée, ce n'est pas la grande sérénité entre les officiers généraux du Cameroun et leur ministre de tutelle. Au cœur du malaise, la gestion des budgets du ministère de la Défense. Toutes choses qui conduisent à un constat évident: le Cameroun va en rangs dispersés dans sa croisade contre la secte islamique Boko Haram.

2- LES POPULATIONS DU
GRAND NORD FONT LA
MOUE

La guerre asymétrique se gagne par le renseignement. Dans le grand nord en général et singulièrement dans la région de l'Extrême-nord, l'information est détenue par les leaders locaux d'opinion. Malheureusement, il y a comme une frilosité observée chez les populations de cette partie du pays, qui dédaignent actuellement la collaboration des forces de défense et de sécurité. Décryptage d'un agent de renseignement: «les chefs traditionnels sont un maillon incontournable dans le renseignement. Généralement, ils préfèrent donner les informations de première main à leurs élites de la haute administration. Aujourd'hui, ces élites ont décidé de se taire, après les accusations portées contre elles au sujet des rançons et des enlèvements d'otage». Le malaise couve et les récents échecs essayés par l'armée camerounaise face à Boko Haram peuvent trouver un début d'explication dans cet attentisme de la population. La crise de confiance des populations s'aiguise davantage avec le handicap de la langue et de la culture dont souffrent par exemple les forces de défense et de renseignement sur le terrain. «A la DGRE, les fils du grand nord susceptibles d'obtenir des résultats sur le terrain du renseignement ont été éloignés des services centraux. Ils

sont en affectation à l'étranger», regrette une source introduite. Tactiquement, le Cameroun n'est pas à son avantage dans la quête du renseignement nécessaire à la lutte contre Boko Haram. Par ailleurs, les populations du septentrion stigmatisent la corruption et le laxisme des autorités administratives et sécuritaires. Les contrôles routiers n'existent que pour déléster financièrement les populations. Il en est de même pour les rafles. Les dénonciations contre les présumés adeptes de Boko Haram permettent aux policiers véreux de s'en mettre plein les poches. A Maroua, policiers et gendarmes monnaient, contre des espaces sonnants et trébuchants, la liberté des adeptes de Boko Haram. A Kousséri, l'attaque récente d'une brigade de gendarmerie est la résultante d'un deal financier inabouti entre le commandant de brigade et les membres de la secte islamique. Le patron de la brigade exigeait 15 millions de F Cfa pour libérer un haut dignitaire de la secte islamique. La partie d'en face en proposait 10 millions. Au final, l'affaire s'est terminée en eau de boudin.

3- LE RENSEIGNEMENT,
OTAGE DES LOBBIES

Le chef des armées est-il très bien renseigné sur le Cameroun? La question peut paraître paradoxale, voire provocante. Mais, elle reste d'actualité, au vu des dénonciations relatives aux manipulations des informations soumises au président Paul Biya. La DGRE est par exemple présentée comme «un lieu où les individus sans étoffe viennent régler des comptes à travers des notes orientées pour discrediter les talents moyennant finances». Ces griefs sont aussi valables pour les autres services de renseignement, notamment la sécurité militaire, la direction des services généraux de la DGSN et les services spécialisés

du secrétariat d'Etat à la défense (Sed). Tous ces instruments sont «accusés d'être à la solde des lobbies et chapelles spirituelles, qui généralement s'affrontent». Conséquences immédiates: les bulletins quotidiens de sécurité ou des fiches spéciales sont truffés d'informations fausses. Ces documents confidentiels soumis la «Haute information du chef de l'Etat» finissent souvent par s'avérer comme des tissus de rumeur. Toutes les «batailles d'argent» autour de la libération des otages de Boko Haram dans la partie septentrionale Cameroun sont l'une des faces visibles de l'instrumentalisation du renseignement par les réseaux. M. Biya s'en serait rendu compte, avec l'aide des services de renseignement français mobilisés dans le cadre de la libération de la famille Moulin – Fournier et du prêtre Georges Vanderbesch.

4- PISTES POUR REDORER
LE RENSEIGNEMENT AU
CAMEROUN

Boko Haram est une nébuleuse, une force asymétrique qui utilise les méthodes non conventionnelles avec les moyens conventionnels. «A méthodes non conventionnelles, riposte non conventionnelle... L'armée devrait se fondre dans la population», suggère un cadre de la DGRE. Il continue en proposant d'accorder le primat à la discrétion, avec un maximum d'hommes en civil. Pour lui, les forces de sécurité devraient s'appuyer sur la gent féminine. Et de rappeler qu'au plus fort de la guerre d'indépendance du Cameroun, les femmes étaient imbattables dans le renseignement des guerriers nationalistes de l'Union des populations du Cameroun. Notre source propose par ailleurs la remise en scelle de tous ceux qui ont fait la force du Renseignement au Cameroun. «Les réseaux Fochivé et Obelabout existent encore. Il faut les réactiver, car plus on est vieux, plus on a de l'expérience». Paul Biya, selon nos informations, utilise toujours l'ex-patron de la DGRE. Bienvenu Obelabout continue de renseigner Paul Biya. Le président de la République n'hésite plus à le mettre régulièrement en mission à l'étranger.

La réconciliation des différentes forces (sécurité, défense et renseignement) est par ailleurs conseillée. Cette réconciliation est attendue à deux niveaux: d'une part entre les différents services, et d'autre part entre ces services et la population. La nouvelle donne va indubitablement de pair avec une redistribution des cartes. «La crise du Renseignement commence à perdurer. Il faut un nouveau souffle, de nouveaux responsables avec de nouveaux défis», conclue notre force de propositions. Le chef des armées et non moins chef de l'Etat du Cameroun est face à ses responsabilités.

Thierry Ndong

CONSTRUCTION DU BARRAGE DE LOM PANGAR

Du sang neuf et de nouveaux défis...

Pose du Béton compacté; réalisation des équipements hydroélectromécaniques; suivi des non-conformités environnementales; mise en œuvre des activités à la composante 2 (usine de pied et ligne de transport); application de certaines mesures de sécurité sur le site... Il reste fort à faire à EDC, COB/ISL et CWE. Etat des lieux du chantier.

Baptême de feu pour Imed Hafi en ce vendredi 16 mai 2014 sur les multi-chantiers de Lom Pangar. Le Tunisien, récemment promu Responsable des travaux béton par le maître d'œuvre (COB/ISL), accueille pour la première fois la visite de travail du Directeur Général de Electricity Development Corporation (EDC) sur le site de construction du barrage hydroélectrique. Premier arrêt: la partie centrale du barrage. Ici la fondation est terminée, après avoir subi des travaux imprévus. « Il s'agissait en fait de débarrasser la fondation de couches de Slit (sorte de sédiments rocheux peu résistants et instables) de manière à rendre le socle homogène, compact et imperméable. D'où les injections de consolidation, puis la mise en place du béton de régularisation », explique Imed Hafi. Deux digues de transition, de part et d'autre du lit du fleuve, sont en cours d'édification. A en croire Imed Hafi, la construction de ces digues sera achevée en fin juillet prochain. Question du DG de EDC: quelle quantité de remblais faudra-t-il aux différentes digues? Pour Imed Hafi, « en fin juillet, la hauteur maximale des digues sur le chantier sera de l'ordre de 40 mètres. Le volume total des



Le DG de EDC (à gauche) et M. Imed Hafi (à sa droite)

remblais à mettre en place est d'environ 2,5 millions de m³, dont 1,4 millions de m³ matériaux latéritiques, 800.000 m³ d'énrochements et 300.000 m³ de matériaux concassés ».

Dans cette partie névralgique du chantier, la grande attraction du jour est la pose du Béton compacté au rouleau (BCR). Sur la dalle des pertuis de dérivation, axe central du barrage essentiellement en béton, les ouvriers sont imperturbables à la tâche. A ce jour, on estime à quelques 600 m³ par jour en moyenne le volume de BCR mis en place quotidiennement à Lom Pangar. « Il faudra au total quelques 190.000 m³

de BCR pour élever l'ouvrage en entier », explique un expert. Et de poursuivre: « bâtie sur fond de rocher sain, la partie centrale du barrage s'élèvera à 45 m de haut sur une longueur de 182 m. Elle concentrera l'ensemble des équipements du barrage, à savoir, les pertuis de dérivation, la prise d'eau usine, l'ouvrage de régulation du débit, l'évacuateur de crues et la hausse fusible ».

Montée en puissance

Théodore Nsangou, DG de EDC, finit sa visite du barrage central en BCR en s'informant sur la présence d'une grue fixe: « est-elle déjà fonctionnelle? » La réponse est presque affirmative. Les utili-

sateurs de la grue fixe en sont aux rodages, après les quitus du cabinet Veritas, qui a certifié que l'installation répond aux standards en la matière. La grue fixe servira aux travaux en hauteur. A côté, la grue mobile attend d'être installée. Elle va servir à l'installation des équipements hydroélectromécaniques (HEM), à savoir les ouvrages de restitution, les conduites forcées de l'usine ainsi que les évacuateurs de crue.

Le deuxième grand arrêt de la visite de chantier est la digue de col. Selon Imed Hafi, elle est réalisée à plus de 80%. Il manque juste la couche de protection et la finition de l'installation des cellules de pression. « Peut-on y construire un lac de plaisance », interroge le patron de EDC. Imed Hafi est sans voix. Théodore Nsangou continue: « l'aspect touristique doit être envisagé ». Le cap est mis sur la carrière de Mbi Mbawara. Elle offre les blocs rocheux sur plus de 8 hectares. Les travaux d'extraction de la roche sont perturbés par les pluies. D'une fréquence moyenne de 4 explosions par semaine, l'on en est aujourd'hui à un seul tir explosif par semaine. Suffisant pour susciter quelque blague à Théodore Nsangou: « En Chine, n'y a-t-il pas un moyen d'arrêter la pluie? ... J'ai besoin de trois mois sans pluie ». La visite de chantier s'achèvera par les stations de concassage et les deux centrales de béton. Occasion idoine pour toucher du doigt la fabrication du béton compacté au rouleau. Chacune des centrales produit 150 m³ de béton par heure. Un détour par l'infirmerie et Base vie des employés camerounais de l'entreprise CWE permet de constater les améliorations dans la prise en charge sanitaire et alimentaire des ouvriers locaux. Décidément, Lom Pangar change au chaque jour.

Thierry NDONG
de retour de Lom Pangar

FORMATION

L'ISST livre sa première cuvée de syndicalistes

Huit étudiants formés à l'Institut supérieur des sciences du travail Gaston Donnat (ISST) de Yaoundé ont reçu leurs parchemins le 17 mai dernier



Ils étaient seize sur la ligne de départ pour une formation aux actions syndicales. A l'arrivée, ils n'étaient plus que huit à recevoir des diplômes. Le reste ayant été sujet à des désistements et au défaut de dépôt des rapports de fin de formation. Toutefois, la première cuvée de syndicalistes de l'ISST est sur le terrain après dix mois de cours dispensés tous les samedis ou dimanches par des universitaires, des syndicalistes et des administrateurs du travail. Les lauréats du jour ont été outillés sur les idéologies politiques, le syndicalisme, les politiques économiques de développement, la gestion des conflits, les normes internationales du travail, la protection sociale et les politiques de financement de l'économie. Prenant la parole au cours de la cérémonie, Joseph Bissala, le président confédéral de l'union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC), a fait savoir que la formation s'impose pour les syndicalistes. Au Cameroun, a-t-il tenu à rappeler; l'évolution de la situation tant au niveau politique qu'économique et sociale met les organisations syndicales en face de multiples défis. Raison toute trouvée pour la mise sur pied d'un cycle de formation entièrement financé par l'UGTC à hauteur de 13 millions de francs cfa. Avec en perspective, le nivellement de la base syndicaliste camerounais. Plusieurs invités ont honoré de leur présence la cérémonie. On peut citer entre autres le représentant du ministre du travail et de la sécurité sociale, ainsi que le représentant résident du bureau de l'Organisation internationale du travail au Cameroun.

THÉODORE NSANGOU, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE EDC

«Nous sommes confiants»

« (...) Il y a encore beaucoup de travail à faire. Mais, nous avons un rythme satisfaisant, puisque nous avons près de 200.000 m³ de remblai par mois et nous visons également 20.000 m³ de béton par mois. Pour me résumer, il y a des travaux d'injections, de remblai au niveau du barrage principal; la digue de col est terminée. Nous sommes en train d'entamer le gros du béton et nous poursuivons dans les semaines qui viennent par les travaux hydro-mécaniques dont les équipements sont en train d'être fabriqués en Chine (...) S'agissant du taux d'avancement des travaux, nous nous situons à 50%. Et nous savons qu'il faut tout faire pour procéder à la première mise en eau du barrage entre septembre et octobre 2015. Et après ce que j'ai vu sur le chantier, nous sommes plutôt confiants ».

YAOUNDÉ-NGAOUNDÉRÉ

Un nouveau train siffle

Des rames pour voyageurs plus modernes ont été officiellement mises en service dans la capitale régionale de l'Adamaoua le 17 mai 2014.

Le tronçon ferroviaire Yaoundé-Ngaoundéré s'est enfin doté de son train couchette. « Il était temps », a souligné Abakar Mahamat, le gouverneur de la région de l'Adamaoua. Après plusieurs fausses annonces, la nouvelle rame de voitures a été officiellement mise en service le 17 mai 2014. Selon Nohine Lo, le directeur des grands projets de Camrail, « c'est parce que les exigences des voyageurs ont explosé que le concessionnaire des chemins de fer du Cameroun veut rattraper la modernité ». Sur les 610 kilomètres de rails qui séparent Yaoundé de Ngaoundéré, circuleront désormais des voitures climatisées ou ventilées, dotées de téléviseurs. Un souci d'amélioration de la qualité du service étendu vers la mise à la

disposition des voyageurs d'instruments pratiques et personnels dévoués: wagons-lits, un fourgon pour le transport des denrées à conservation délicate, un bar-restaurant, hôtesse et stewards attentifs. A en croire Nohine Lo, « Camrail ne fait pas valoir des arguments spécieux pour montrer que la sécurité, la durée et l'irréversibilité de la modernisation de son réseau sont réelles ». Aussi, la nouvelle du réaménagement des horaires de départ à partir de la gare de Ngaoundéré a mis les voyageurs de bonne humeur. Ils pourront désormais rattraper le train Intercity reliant Yaoundé à Douala sans problème. De même, leurs réservations pourront se faire en ligne. Et si le lancement officiel de la nouvelle rame de voitures s'est

voulu un grand événement médiatique au profit de Camrail, le gouverneur de la région de l'Adamaoua, lui, a exhorté le conseil d'administration et la direction du concessionnaire à être à la mesure des attentes des citoyens. « Vous avez pris une bonne décision, a dit Abakar Mahamat. N'entrez pas en conflit avec celle-ci dans les prochains jours. Epargnez-nous des arrêts et retards intempestifs ainsi que de la mafia des billets ».

A travers les lancements officiels de nouveaux trains entre Yaoundé et Ngaoundéré et sur la ligne Douala-Yaoundé, le partenariat entre l'Etat camerounais et Camrail se concrétise. En effet, selon l'avenant n°2 à la convention de concession du 04 novembre 2008, 230 milliards de francs Cfa de-

vraient être investis sur la période 2009-2020. La part de Camrail étant chiffrée à 158 milliards de francs Cfa.

Jean-René Meva'a Amougou,
à Ngaoundéré.



Une vue du nouveau train en gare à Ngaoundéré